

# Discussion sur les voies alternatives face à un traité de libre-échange

## Déclaration conjointe du Mexique, des Etats-Unis et du Canada à Zacatecas

**LES 25, 26 ET 27 OCTOBRE DERNIERS NOUS NOUS SOMMES RÉUNIS DANS LA BELLE VILLE DE ZACATECAS, DES TRAVAILLEURS, DES ÉTUDIANTS, DES PAYSANS, DES ÉCOLOGISTES, DES REPRÉSENTANTS SOCIAUX ET POLITIQUES, DES CHERCHEURS ET DES GENS ORDINAIRES DU MEXIQUE, DES ETATS-UNIS ET DU CANADA, PRÉOCCUPÉS QUE NOUS SOMMES PAR L'ORIENTATION DES NÉGOCIATIONS DU TRAITÉ DE LIBRE-ÉCHANGE ET DE SON ASPECT PRÉVISIBLE DANS D'AUTRES DOMAINES.**

Un accord de ce genre a déjà été signé entre le Canada et les Etats-Unis et il est inacceptable à cause de ses effets négatifs à tous les niveaux de la société. Nous ne nous opposons pas au développement du commerce comme tel; en fait nous sommes convaincus de l'importance de son extension. Par contre, nous rejetons un Traité de libre-échange qui réponde seulement aux nécessités du capital transnational et des investissements incontrôlés.

Nous ne voulons pas d'un Traité de libre-échange qui consolide un modèle nuisible à l'environnement, qui soit promoteur d'une consommation sans limites et source d'appauvrissement de la majorité de la population.

Nous insistons pour que l'échange commercial fasse partie d'une stratégie de développement continental qui garantisse la distribution de la richesse, l'élévation des niveaux de vie et l'autodétermination de nos peuples. Il s'agit d'un système de commerce juste qui considère et protège nos valeurs culturelles, subvienne à nos besoins et respecte nos aspirations.

Il faut un développement démocratique qui favorise la participation sociale dans les décisions nationales, et où le droit des peuples à choisir librement leurs représentants et leurs dirigeants soit respecté.

Nous voulons un développement soutenu qui harmonise la nature et la production, la distribution et la consommation, comme garanties capables d'élever le niveau de vie et laisser en héritage aux générations futures un monde sain.

Notre réunion et nos exposés ne sont pas improvisés; nos réflexions et nos positions font partie d'un processus commencé il y a plus d'un, précisément quand les effets négatifs de l'accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis ont provoqué une crise chez le peuple canadien.

Nous avons tenu une rencontre semblable à Seattle, Washington, le 20 août dernier. L'événement d'aujourd'hui continue la compréhension et la construction d'une proposition populaire. Des diverses résolutions que nous avons adoptées en rapport avec la négociation que les gouvernements de nos trois pays sont en train de réaliser, soulignons les points suivants:

- 1. Nous demandons aux négociateurs officiels un rapport détaillé de l'état actuel des négociations car nos peuples ne connaissent pas exactement ce qui est négociable et ce qui ne l'est pas, quelles sont explicitement les stratégies et quelles en sont leurs limites.*
- 2. Nous soulignons la nécessité de modifier la dynamique de la négociation pour permettre la participation réelle de tous les secteurs sociaux, sans exception.*
- 3. Nous préconisons l'ouverture immédiate d'un débat démocratique et plurilatéral sur les objectifs d'un Traité de libre-échange à l'intérieur d'une stratégie qui privilégie le développement, la complémentarité et la coopération entre nos peuples.*
- 4. Nous rejetons la hâte de n'importe lequel des gouvernements dans la négociation. Les temps politiques et les intérêts économiques de la grande entreprise ne peuvent fermer les yeux sur les propositions et les aspirations populaires.*

Quant au développement de nos discussions, nous sommes arrivés à des consensus qui font avancer nos accords et fortifient notre confiance d'en arriver à approfondir l'interrelation des organisations sociales, en vue d'une perspective d'intégration régionale. Les gouvernements doivent répondre aux demandes suivantes proposées dans le but de rendre viable un accord de développement continental:

- 1 La dette extérieure continue à être un lourd boulet qui retarde le développement. Son annulation ou sa réduction*



substantielle est une condition indispensable pour disposer des moyens nécessaires au financement du développement continental. La réduction des dépenses militaires et des intérêts exagérés sur le capital peuvent aussi servir à satisfaire les nécessités les plus urgentes qui ont toujours été reportées.

2. Mettre en place des mécanismes compensatoires qui reconnaissent les inégalités et le déplacement de secteurs productifs engendrés par le processus d'intégration économique.

3. Organiser un processus d'homologation des conditions relatives aux salaires, au travail, à la santé, à l'éducation et à des standards de niveau de vie plus élevés.

4. Promouvoir une nouvelle alliance continentale, dans le cadre d'un nouveau traité de développement.

5. Créer un mécanisme social trilatéral qui garantisse le respect des droits humains en prenant comme base la Déclaration universelle existante.

6. La culture, l'éducation et la communication constituent des éléments essentiels d'un modèle de développement qui respecte l'autodétermination des peuples. La relation et l'interdépendance doivent être déterminées à partir des nécessités et des stratégies nationales. La culture, l'éducation et la communication doivent être exclues de n'importe quel accord commercial.

7. L'échange commercial doit garantir la sécurité à tous et à chacun de nos peuples et l'autodétermination quant aux richesses naturelles et énergétiques.

Aucun accord commercial ne doit inclure dans sa négociation les graines qui forment la base de notre alimentation, les produits laitiers et la viande tant et aussi longtemps qu'on n'a pas satisfait à la demande nationale alors que des richesses naturelles comme le bois de construction ne doivent faire l'objet d'aucune négociation. On doit respecter les formes de propriété et de distribution de la terre de chaque pays.

8. Notre projet de développement reconnaît le rôle social de

la femme. Par conséquent, il est indispensable d'améliorer les normes de protection de ses droits, utilisant les standards les plus élevés qui existent actuellement dans nos sociétés puis tendre à leur perfectionnement.

9. En matière d'environnement, nous rejetons les déversements outre-frontières de déchets toxiques. Les règlements qui concernent l'environnement doivent être améliorés et il faut établir des mécanismes de contrôle social qui en sanctionnent le respect. De même, on doit chercher des politiques fiscales pour empêcher de nouveaux abus et régénérer le milieu ambiant où les richesses naturelles ont été endommagées par le modèle économique existant.

10. L'accord commercial doit respecter les droits collectifs des travailleurs, comme la liberté syndicale, les contrats collectifs et la grève. La garantie d'une distribution juste de la productivité passe par le syndicalisme démocratique, autonome et représentatif.

11. Le libre-échange ne doit pas servir de prétexte pour modifier les Constitutions en matière économique.

12. Orchestrer de toute urgence une augmentation substantielle des salaires mexicains, en particulier les plus bas, afin d'établir, à moyen terme un salaire minimum régional, sans affecter le niveau de vie des travailleurs canadiens et américains.

13. La mise sur pied d'un code de conduite pour les compagnies transnationales afin d'éviter des pratiques monopolistiques et des violations des lois déjà existantes.

14. On ne doit pas considérer comme une compétition déloyale les programmes de sécurité sociale destinés à préserver

un minimum de bien-être.

15. Le travail migratoire doit être inclus dans le libre-échange pour la protection et le respect de ses droits. On doit exiger un accord-cadre pour assurer les droits légaux des travailleurs saisonniers ce qui serait un pas vers dans la mobilité des travailleurs.

16. Le Forum se déclare solidaire :

a) Des travailleurs canadiens qui demandent d'abroger l'actuel Traité de libre-échange qui existe entre les Etats-Unis et le Canada afin de donner le ton pour réaliser un pas vers le développement continental.

b) Des travailleurs universitaires du Mexique.

c) Du boycott de l'entreprise Levis que font les travailleurs de Fuerza Unida, de San Antonio Texas.

d) des Chontales de Tabasco atteints par le choléra et qui demandent au Secrétariat de la Santé une information digne de foi sur cette maladie et la mise sur pied d'un programme d'urgence pour s'occuper de la population indigène et la protéger.

Le façon dont se déroulent les négociations officielles, secrètes et réservées à un cercle d'initiés contraste avec l'ouverture et le pluralisme qui nous ont permis de mener à bien ce Forum des citoyens ordinaires.

**RÉSEAU MEXICAIN D'ACTION FACE AU LIBRE-ÉCHANGE,  
RÉSEAU CANADIEN D'ACTION,  
MOBILISATION POUR LE DÉVELOPPEMENT, LE COMMERCE, LE  
TRAVAIL ET L'ENVIRONNEMENT**

(Tiré de "La otra cara de Mexico")

